



DELIBERATION
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du jeudi 23 mai 2024
à 19h00

Date de la convocation : 17 mai 2024

Nombre des membres			
Afférents au Conseil	En exercice	Présents	Ayant pris part à la délibération
27	27	15	19

L'an deux mille vingt-quatre et le vingt-trois mai à 19h00, le Conseil Municipal de la Commune de JOUQUES a été assemblé en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de Monsieur GARCIN Éric.

Étaient présents : M. CHERICI, M. OZIEMBLOWSKI, Mme JOUVIN, M. BERTRAND, Mme DE LAURADOUR, M. NOBLE, Mme ROYO, M. RENAULT, Mme AUSTRUY, Mme SENANTE, Mme BADROUILLARD, M. GORRIS, M. BRUNET, Mme BONNIEL,

Bons de pouvoir : Mme TORCOL à M. GARCIN, M. RADAKOVITCH à Mme SENANTE, Mme MOUTON- PLOUHINEC à M. BERTRAND, M. LEBRE à M. CHERICI,

Étaient absents excusés : M. CARRERE, M. GUERN, M. BOMO, Mme SANTACROCE,

Étaient absents : Mme REICHLIN, Mme MONDEJAR, M. BOIRON, M. ALLANCHE,

Secrétaire de séance : Monsieur Jean-Charles OZIEMBLOWSKI.

N°42_DEL_2024 OBJET : Délibération portant acquisition de plein droit de bien vacant et sans maître – Référéncés E 190 – Saute-Lièvre, E 425 – la Bouissette, E 1237 – la Bouissette

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L2241-1

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques, et notamment les articles L1123-1 1° et L1123-2

Vu le Code civil, et notamment les articles 713 et 1369

Monsieur le Maire informe le conseil municipal de la réglementation applicable aux biens vacants et sans maître et notamment leurs modalités d'attribution à la commune.

Il expose que d'après la matrice cadastrale, les parcelles ci-dessous :

Références cadastrales	Lieu-dit	Superficie (en m²)	Nature cadastrale
E 190	Saute-Lièvre	2325	Bois
E 425	La Bouissette	515	Bois
E 1237	La Bouissette	423	Vigne

Appartiendraient à Madame (13).

née le 02 janvier 1903 à MARSEILLE

Considérant qu'après recherches auprès du Service de la Publicité Foncière d'AIX-EN-PROVENCE 1 (13), aucun autre titulaire de droits réels que le dernier propriétaire connu n'a pu être identifié.

Considérant qu'après recherches auprès de l'état-civil, il a pu être mis en évidence une naissance de Madame au 02 janvier 1903 à MARSEILLE (13) ; ainsi qu'un décès survenu le 27 novembre 1982 à MARSEILLE (13), soit depuis plus de trente ans.

Considérant que la Commune n'a pas eu connaissance qu'un éventuel successible ait pris la qualité d'héritier de Madame

REÇU EN PREFECTURE

le 24/05/2024

Application agréée E-legalite.com

99_DE-013-211300488-20240523-42_DEL_2024

Ce bien immobilier revient de plein droit à la commune de JOUQUES (13), à titre gratuit.
Monsieur le Maire rappelle que la procédure d'acquisition par une commune d'un bien présumé sans maître n'interdit pas au véritable propriétaire de revendiquer la propriété de son immeuble afin d'en obtenir sa restitution.

Néanmoins, la restitution sera subordonnée au **paiement par le propriétaire (ou ses ayants-droit) du montant des charges qu'ils ont éludées**, ainsi que du **montant des dépenses nécessaires à la conservation du bien engagées par la commune**.

Par exception, l'ancien propriétaire ne pourra plus exiger la restitution de son bien s'il celui-ci a été vendu ou bien aménagé, notamment à des fins d'intérêt général. Il bénéficiera alors d'une **indemnité égale à la valeur de l'immeuble**.

LE CONSEIL MUNICIPAL, ayant entendu l'exposé de son rapporteur, et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

EXERCE ses droits en application des dispositions de l'article 713 du Code civil,
AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout acte relatif à l'incorporation de ce bien vacant et sans maître,

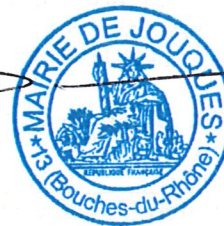
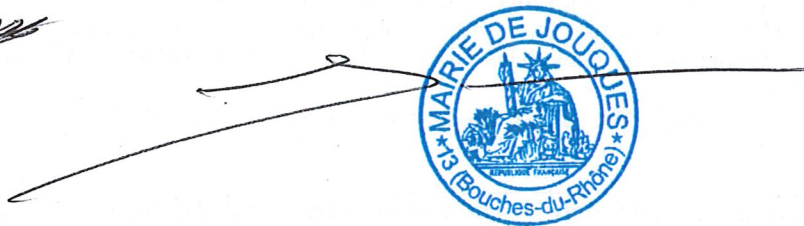
Ainsi délibéré à Jouques les jour, mois et an susdits, le 23 mai 2024
Suivent les signatures,

Le Secrétaire de Séance

Le Maire

Jean-Charles OZIEMBLOWSKI

Eric GARCIN



Le Maire :

- certifie le caractère exécutoire de cet acte compte tenu de la réception en Sous-Préfecture et de la publication sur le site internet le **30/05/2024**.
- informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille, dans un délai de deux mois à compter du jour de la publication ou de la notification, soit par voie postale, soit par voie électronique sur l'application « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

REÇU EN PREFECTURE

le 24/05/2024

Application agréée E-égalité.com

99_DE-013-211300486-20240523-42_DEL_2024